

LE MONDE DU 13 DECEMBRE 2020

« Parce qu'ils sont profondément attachés à la laïcité les mouvements d'éducation populaire ne veulent pas l'enseigner comme un catéchisme »

Collectif

La laïcité s'incarne quand des personnes se rencontrent, travaillent ensemble et progressent ainsi vers plus de lucidité et de fraternité soulignent dans une tribune au « Monde » un collectif de représentants de dix-huit mouvements et associations

Tribune. Au moment où notre pays célèbre le 115^e anniversaire de la loi de 1905, les mouvements d'éducation populaire qui agissent au quotidien dans le cadre d'activités scolaires et périscolaires, mais aussi dans les domaines culturels, sociaux et de loisirs, mobilisant plus de six millions de bénévoles au service de notre jeunesse, veulent prendre pleinement leur part dans un combat citoyen plus que jamais nécessaire.

Pour eux, la laïcité est indissociable d'une éducation à la liberté. L'enseigner sans questionnement serait profondément contradictoire avec les principes fondamentaux de la République que Ferdinand Buisson rappelait solennellement lors d'une intervention à la Chambre des députés, en 1910 : « *C'est la nouveauté du régime scolaire républicain qu'il ne comporte pas de catéchisme laïque.* »

N'oublions pas, en effet, que les mouvements d'éducation populaire sont, tout à la fois, les héritiers de Condorcet et de Jules Ferry, de Jean Macé, militant d'une démocratisation authentique de la culture, mais aussi du Front populaire et de Jean Zay, qui portèrent le projet le plus ambitieux pour notre jeunesse de tout le XX^e siècle...

Des valeurs ne peuvent pas être inculquées au forceps

Associés à toutes les luttes fondatrices pour nos libertés et pour une société plus solidaire, ces mouvements d'éducation populaire savent à quel point la laïcité est précieuse pour la société française. C'est elle qui garantit la liberté de culte ; c'est elle qui assure la nécessaire séparation entre les espaces privés et les institutions publiques ; c'est elle qui contribue à promouvoir l'égalité effective entre les hommes et les femmes ; c'est elle qui permet, enfin,

que les religions ne viennent pas compromettre l'élaboration ou mettre à mal les lois élaborées légitimement par les humains dans le cadre de débats démocratiques.

Et c'est parce qu'ils sont profondément attachés à la laïcité que les mouvements d'éducation populaire ne veulent pas l'enseigner comme un catéchisme. Ils savent que si notre société doit veiller à l'application rigoureuse de ses lois, elle doit aussi former ses citoyens à l'intelligence des principes qui les inspirent. L'obéissance aveugle à des règles peut, un temps, faire illusion et laisser croire à un semblant de paix sociale, elle ne saurait longtemps faire illusion.

C'est pourquoi une République soucieuse de la construction du commun par des pratiques démocratiques se doit d'accompagner ses membres – et, tout particulièrement, ses jeunes – dans une démarche de construction des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et du principe de laïcité. Ces valeurs ne peuvent pas être inculquées au forceps, car on forgerait alors des assujettis, quand nous voulons former des êtres libres.

Une laïcité qui s'incarne dans des personnes

Ces valeurs se découvrent dans des situations vécues et elles se comprennent dans des débats sereins où chacune et chacun peut confronter ses convictions à celles des autres, découvrir ce qui le différencie d'autrui, mais aussi ce en quoi ils sont profondément semblables et solidaires. Ces valeurs émergent dans des échanges exigeants, préparés, régulés et nourris par des adultes, des échanges où chacune et chacun est reconnu dans sa dignité et jamais humilié, où l'on est accepté avec ses souffrances et ses espoirs, où l'on est assuré d'être entendu... mais sans être systématiquement approuvé.

Ces valeurs sont identifiées et stabilisées quand les sujets les rencontrent dans les textes fondateurs de notre République et peuvent se confronter à leur expression exigeante. Bref, la laïcité s'incarne quand des personnes se rencontrent, travaillent ensemble et progressent ainsi vers plus de lucidité et de fraternité. Quand nos valeurs républicaines sont, dans le même mouvement, pratiquées et enseignées.

Pour une reconnaissance de notre travail

Les mouvements d'éducation populaire sont conscients des enjeux que notre société doit affronter : individualisme et communautarismes, emprise des marques et des gourous, populismes, intégrismes et radicalismes. Ils savent que les professeurs luttent au quotidien, à travers la transmission des savoirs scolaires, contre toutes ces dérives. Ils veulent prendre leur place à leur côté. Ils veulent continuer à animer des espaces où l'on accueille chacune et chacun « comme il est », mais sans le laisser « là où il est ».

C'est pourquoi nous souhaitons une meilleure reconnaissance de notre travail. Nous souhaitons pouvoir continuer à développer et à créer, sur tous les territoires, des lieux d'éducation authentique où nos jeunes – et particulier les plus en difficulté – puissent faire l'expérience de la laïcité dans une République fraternelle.

Premières signatures : Lucille Bertaud, coprésidente du Cnajep (Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation

populaire) ; **Loris Birkemeyer**, président d'Animafac ; **Jonathan Bocquet**, président de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes ; **Jean-Paul Delahaye**, administrateur délégué à la laïcité de la Ligue de l'enseignement ; **Laurent Dolias**, président des Eclaireuses et Eclaireurs de France ; **Jacques Durand**, président de la Jeunesse au plein air ; **Claude Garcera**, président de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes ; **Marc Guidoni**, secrétaire général de l'Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs ; **Michel Le Direach**, président de l'Union française des centres de vacances ; **Véronique Marchand**, coprésidente de la Confédération nationale des foyers ruraux ; **Philippe Meirieu**, président des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa) ; **Nathalie Monteiro**, coprésidente de la Confédération nationale des foyers ruraux ; **Paul Mayaux**, président de la Fédération des associations générales étudiantes ; **Yann Renault**, coprésident du Cnajep ; **Vincent Seguela**, secrétaire général de la Fédération Léo Lagrange ; **Pierre Segura**, président de la Fédération nationale des Francas ; **Tarik Touahria**, président de la Fédération des centres sociaux de France ; **Nelly Vallance**, présidente du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne.

Liste complète sur www.cnajep.asso.fr